

LA NOUVELLE PAC CONTRE LA SOUVERAINÉTÉ ALIMENTAIRE

Le 25 mars dernier, une conférence réunissant Peuples Solidaires (Katia Roux), la Confédération paysanne (Laurent Pinatel), SOLIDARITÉ (Jacques Berthelot), mais aussi Aurélie Trouvé (économiste) et Marie-Monique Robin (journaliste) s'est tenue à Sciences Po sur le thème de la PAC.

Les déséquilibres engendrés par la PAC ont tout d'abord été soulignés au travers d'un cas d'accaparement de terres au Cambodge dans le secteur du sucre. Cette situation est liée à l'Union européenne qui, au travers de l'initiative [« Tout sauf les armes »](#) mise en place en 2001, accorde aux Pays les Moins Avancés un accès préférentiel à ses marchés. Néanmoins, cette situation peut avoir des conséquences dramatiques dans les pays du Sud. Le Cambodge, qui appartient à cette catégorie de pays, a libéralisé son secteur du sucre en 2009 afin de favoriser la culture de produits agricoles exportables vers l'Europe. Les entreprises étrangères se sont massivement implantées dans le pays, mais les effets sur les populations locales et sur la souveraineté alimentaire ont été désastreux : empiètement sur les propriétés, expropriations, chute de la production locale, etc. Les effets négatifs se sont également fait sentir sur l'environnement : déforestation, utilisation d'intrants chimiques, etc. Plus particulièrement, en 2008, a eu lieu une concession foncière de 19 000 hectares bouleversant la vie de 1 600 familles : recours à l'endettement, migration vers la Thaïlande ou travail journalier sur les plantations de canne à sucre avec des conditions de travail déplorables. À l'heure actuelle, la demande de récupération des terres n'a pas été écoutée par le gouvernement.

Mais les manquements de la PAC sont également autres, provenant notamment des nombreuses dérégulations qui se sont succédé depuis 1992. Celles-ci ont en effet bénéficié les plus gros agriculteurs puisque les aides, désormais découplées, se dirigent vers les grandes exploitations les plus polluantes et les moins consommatrices de main d'œuvre. Pendant les réflexions sur la réforme de la PAC ces dernières années, plusieurs propositions ont été faites afin de plafonner les aides et « verdir » la politique et les pratiques agricoles. Cependant, celles-ci ont soit été refusées lors des négociations finales, soit restent insuffisantes en regard des défis et enjeux actuels. Aujourd'hui, l'application de la réforme laisse une large marge de manœuvre aux gouvernements nationaux, et donc aux lobbys conservateurs influents.

L'Europe favorise aujourd'hui la production de masse plutôt que des produits de qualité. Elle produit, en quantité industrielle, des aliments de qualité médiocre qu'elle exporte vers les pays pauvres, et elle importe des aliments de meilleure qualité pour sa consommation, allant à l'encontre de sa propre souveraineté alimentaire. Elle est ainsi à la fois le premier exportateur agro-alimentaire dans le monde, et le premier importateur. Mais si la balance des importations/exportations est excédentaire au niveau des revenus, elle est déficitaire en termes de quantité. Il existe ainsi un important déficit structurel dans le secteur de la pêche, des corps gras, de la viande ou encore des fruits.

Un autre exemple de politique agricole commune : les conséquences de l'[ALENA](#) au Mexique. Signés en 1992 et entrés en vigueur en 1994, les accords de l'ALENA prévoyaient la libre circulation des biens et des services entre le Canada, les États-Unis et le Mexique, le but étant de permettre à ces pays de profiter mutuellement de leurs avantages comparatifs. En réalité, cet accord a profité aux grandes multinationales et aux États-Unis. En effet, alors que le gouvernement mexicain a dû annuler les aides qu'il donnait à ses paysans, les États-Unis ont continué à en distribuer aux siens. Les produits issus de l'agriculture américaine ont envahi le marché mexicain, ayant des effets dévastateurs sur les paysans locaux et sur la situation alimentaire et nutritionnelle mexicaine.

La PAC est à l'origine de nombreux déséquilibres entre le Nord et le Sud, mais aussi entre les petits paysans, les gros exploitants et les multinationales. En effet, les nombreux accords signés ont favorisé, et favorisent encore, l'agro-business et étouffent l'agriculture familiale. Des pays qui étaient souverains alimentaires se retrouvent désormais dépendants de l'importation. Les petits paysans se retrouvent sans terres et sans nourriture. De plus, ce système n'est pas sans engendrer des problèmes environnementaux (déforestation ou désertification de certaines zones, pollution des sols). La solution peut se trouver du côté des politiques locales, mais aussi des citoyens qui peuvent mieux orienter leur consommation et relayer l'information.

Pour consulter les analyses de Jacques Berthelot, [cliquez ici](#)